

Au chapitre suivant, Gu et Rennison étudient les répercussions des échanges sur les compétences et les salaires au Canada. Ils constatent avec un peu d'étonnement que, même si le Canada affiche l'un des niveaux les plus élevés d'éducation postsecondaire parmi les pays de l'OCDE, cela ne semble pas lui offrir d'avantages comparatifs, contrairement à ce qu'on pourrait prévoir. La teneur en compétences des exportations canadiennes n'était pas vraiment différente de celle des importations et tout juste légèrement plus élevée que la moyenne dans le secteur commercial. De plus, d'après leurs constatations, il n'y a pas eu de changement important au fil du temps. Les auteurs y vont d'un certain nombre d'explications possibles de ce résultat, notamment que notre principal partenaire commercial (les États-Unis), affiche un profil de compétences encore plus élevé, notamment en ce qui a trait à la formation universitaire.

L'intensité du capital, par ailleurs, ne semble pas être source d'avantages comparatifs pour le Canada, l'intensité en capital des exportations dépassant de 53 p. 100 celle des importations. En relation avec cet aspect, la productivité du travail dans le secteur des exportations, constatent les auteurs, était non seulement deux fois plus élevée que dans l'ensemble du secteur commercial, mais elle croissait deux fois plus vite. Il ne faut donc pas s'étonner que les salaires également, en moyenne, étaient de 8 p. 100 plus élevés dans le secteur des exportations.

L'ALENA comportait des accords parallèles sur la main-d'œuvre et l'environnement. Kirton, dans un chapitre consacré à un de ces accords, évalue l'efficacité de l'accord parallèle sur l'environnement (Accord nord-américain de coopération dans le domaine de l'environnement ou ANACDE) en ce qui a trait à l'atteinte de ses objectifs du point de vue canadien. Il tire la conclusion que l'accord, pour l'essentiel, a répondu à ses objectifs, même si certains de ceux-ci ont été mieux atteints que d'autres.

Partie 2 : Prospectives

La partie 2 se démarque de l'évaluation historique des répercussions de l'ALE Canada-États-Unis et de l'ALENA pour le Canada, adoptant une démarche prospective. Malgré son titre, cette analyse n'est pas le reflet des intentions ou des orientations politiques du gouvernement du Canada comme tel; les auteurs y explorent plutôt certains scénarios éventuels mis de l'avant et visant une plus grande intégration nord-américaine.

L'un de ces scénarios est celui d'une monnaie commune qui serait instituée en Amérique du Nord. Même si l'intérêt pour cette forme d'intégration plus étroite s'est légèrement amoindri, le débat reposait sur l'idée que l'utilisation de monnaies différentes dans un système de production nord-américain intégré impose des coûts et des frictions inutiles. C'est dans ce contexte que Laidler analyse la question d'une coopération accrue en matière de politique monétaire entre le Canada et les États-Unis, établissant une évaluation de l'ensemble du spectre des divers ordres monétaires possible, de l'échange accru d'information jusqu'à une monnaie commune.

Laidler reconnaît que l'on pourrait obtenir des gains d'efficacité par une plus grande intégration monétaire qui résulterait d'une diminution des irritants au commerce. Par contre, le fait de disposer de monnaies distinctes et flottantes sert